

Argent public : sauver les actionnaires ou financer les besoins sociaux ?

4 juin 2021

The infographic features the Union syndicale Solidaires logo at the top left and social media handles (@UnionSolidaires) at the top right. The main title is in large, bold, pink and black letters. Below it, a paragraph of text discusses the economic crisis of 2020 and the role of public intervention. A pink box highlights the question 'POUVAIENT-ILS FAIRE AUTREMENT ?'. Below this, two columns of text compare the 1929 and 2008 crises with the 2020 situation, and a final pink box asks 'Pourtant, s'agissait-il de sauver l'économie ou bien de tirer d'affaires les actionnaires ?'. The footer contains the organization's address and website.

**ARGENT PUBLIC
SAUVER LES ACTIONNAIRES
OU FINANCER
LES BESOINS SOCIAUX ?**

2020 aura été une année véritablement exceptionnelle. En quelques semaines, le capitalisme mondial a été confronté à l'une des dépressions les plus brutales de son histoire. Mais ce n'est pas là l'aspect le plus surprenant. Contrairement aux crises du passé, celle-ci a vu un grand nombre d'États intervenir rapidement et de façon massive. Cela a été le cas en France tout particulièrement. Fallait-il que le danger d'effondrement économique soit si proche pour que les certitudes néo-libérales d'hier soient jetées (au moins provisoirement) aux oubliettes ? En quelques jours à peine, gouvernement, MEDEF, médias et économistes du courant dominant ont jeté à bas tout ce qui auparavant avait été présenté comme vérités absolues, dogmes intangibles et politiques prétendument inévitables. Le marché n'était plus le moyen le plus efficace de rétablir l'équilibre, la propriété privée la garantie de la prospérité, et l'intervention publique une calamité.

POUVAIENT-ILS FAIRE AUTREMENT ?

En apparence (mais on sait à quel point celles-ci peuvent être trompeuses), les gouvernements ont appris de la crise de 1929 ou de celle de 2008 aux États-Unis qu'on ne doit pas compter sur « un réajustement automatique du marché » pour empêcher son approfondissement. Sans intervention de l'État en 2020, l'économie serait entrée dans une spirale dépressive. Sur le plan économique, la fermeture administrative des entreprises et la mise au chômage de leurs salariés auraient entraîné une chute de la demande solvable au moment de la reprise de l'activité. Leur faillite aurait entraîné celle des banques qui, ne pouvant recouvrer leurs créances, auraient cessé toute activité de crédit. Sur le plan social, cela aurait abouti à une explosion du chômage et à une paupérisation rapide de la majorité de la population. Intenable politiquement, cette situation exigeait donc des dépenses publiques pour relancer l'activité et entrer de nouveau dans un « cercle vertueux ». Une démonstration supplémentaire de la nature sociale et politique des questions économiques.

Pourtant, s'agissait-il de sauver l'économie ou bien de tirer d'affaires les actionnaires ?

Union syndicale Solidaires - 31 rue de la Gargue aux bœufs 75010 Paris - solidaires.org

2020 aura été une année véritablement exceptionnelle. En quelques semaines, le capitalisme mondial a été confronté à l'une des dépressions les plus brutales de son histoire.

Mais ce n'est pas là l'aspect le plus surprenant. Contrairement aux crises du passé, celle-ci a vu un grand nombre d'États intervenir rapidement et de façon massive. Cela a été le cas en France tout particulièrement. Fallait-il que le danger d'effondrement économique soit si proche pour que les certitudes néo-libérales d'hier soient jetées (au moins provisoirement) aux oubliettes ? En quelques jours à peine, gouvernement, MEDEF, médias et économistes du courant dominant ont jeté à bas tout ce qui auparavant avait été présenté comme vérités absolues, dogmes intangibles et politiques prétendument inévitables. Le marché n'était plus le moyen le plus efficace de rétablir l'équilibre, la propriété privée la garantie de la prospérité, et l'intervention publique une calamité.

ARGENT PUBLIC

SAUVER LES ACTIONNAIRES OU FINANCER LES BESOINS SOCIAUX ?

2020 aura été une année véritablement exceptionnelle. En quelques semaines, le capitalisme mondial a été confronté à l'une des dépressions les plus brutales de son histoire. Mais ce n'est pas là l'aspect le plus surprenant. Contrairement aux crises du passé, celle-ci a vu un grand nombre d'États intervenir rapidement et de façon massive. Cela a été le cas en France tout particulièrement. Fallait-il que le danger d'effondrement économique soit si proche pour que les certitudes néo-libérales d'hier soient jetées (au moins provisoirement) aux oubliettes ? En quelques jours à peine, gouvernement, MEDEF, médias et économistes du courant dominant ont jeté à bas tout ce qui auparavant avait été présenté comme vérités absolues, dogmes intangibles et politiques prétendument inévitables. Le marché n'était plus le moyen le plus efficace de rétablir l'équilibre, la propriété privée la garantie de la prospérité, et l'intervention publique une calamité.

POUVAIENT-ILS FAIRE AUTREMENT ?

En apparence (mais on sait à quel point celles-ci peuvent être trompeuses), les gouvernements ont appris de la crise de 1929 ou de celle de 2008 aux États-Unis qu'on ne doit pas compter sur « un rééquilibrage automatique du marché » pour empêcher son approfondissement. Sans intervention de l'État en 2020, l'économie serait entrée dans une spirale dépressive. Sur le plan économique, la fermeture administrative des entreprises et la mise au chômage de leurs salarié.es auraient entraîné une chute de la demande solvable au moment de la reprise de l'activité. Leur faillite aurait entraîné celle des banques

qui, ne pouvant recouvrir leurs créances, auraient cessé toute activité de crédit. Sur le plan social, cela aurait abouti à une explosion du chômage et à une paupérisation rapide de la majorité de la population. Intenable politiquement, cette situation exigeait donc des dépenses publiques pour relancer l'activité et entrer de nouveau dans un « cercle vertueux ». Une démonstration supplémentaire de la nature sociale et politique des questions économiques.

Pourtant, s'agissait-il de sauver l'économie ou bien de tirer d'affaires les actionnaires ?

Et pour rappel, notre vidéo sur la dette

Qui va payer la dette ? from Union Syndicale SOLIDAIRES on Vimeo.

- Emplacement : inFORMER LES SALARIÉ-ES > Tous les arguments >
- Adresse de cet article :
<https://solidaires.org/Argent-public-sauver-les-actionnaires-ou-financer-les-besoins-sociaux>